



**SÉCURITÉ ET DROITS HUMAINS**  
**Table ronde à l'occasion du 20e anniversaire de la**  
**fondation de la Section suisse de la CIJ**

**Droits constitutionnels et sécurité**  
**dans l'ordre juridique suisse**

**Prof. Maya Hertig Randall**

 **UNIVERSITÉ**  
**DE GENÈVE**  
FACULTÉ DE DROIT

24 novembre 2011

## Le contexte



La perception de la population (source: [www.gfs-zh.ch/?pid=157](http://www.gfs-zh.ch/?pid=157))

- Admissibilité des interdictions de manifestation en cas de :
 

Interdiction	oui	non	sans réponse
Mise en danger de la sécurité	90%	8%	2%
Appel par des groupes violents	88%	7%	5%
Domage à la propriété	82%	13%	6%
Manifestation non autorisée	69%	24%	7%
Participants camouflés	66%	28%	6%
- Admissibilité des interdictions légales de périmètre:
  - 74% pour, 20% contre

## Les conditions de restriction

### Article 36 Cst.

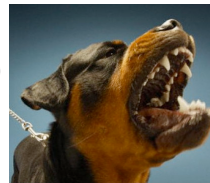
- al. 1: Base légale
- al. 2: Intérêt public ou protection d'un droit fondamental d'autrui
- al. 3: Proportionnalité 
- al. 4: Essence du droit 

3

## La base légale

- L'exception de la clause générale de police

– Arrêt du TF 2C\_166/2009  
(chien dangereux)



– ACEDH, *Gsell c. Suisse*,  
n° 12675/05 (2009)



– ATF 136 IV 97 *Rappaz*



4

## Intérêts publics ou droit des tiers

- Considérations de sécurité: « ordre public, ou sécurité publique »
- Interprétation étroite
- En général: insuffisance d'un risque abstrait

5

## Proportionnalité

- Aptitude
  - Rarement remis en cause, malgré des doutes scientifiques de l'effectivité de certaines mesures
- Nécessité
  - Problématiques pour des mesures « illimitées »
  - Cf. ATF 136 I 87 (pour la vidéosurveillance)
  - Mais voir ATF 134 I 214 (mendicité)
- Proportionnalité au sens étroit
  - ATF 137 I 31 (interdiction de périmètre, obligation de s'annoncer et garde à vue)
  - Cf. ACEDH, *Emre c. Suisse* n° 1, n° 2034/02 (2008) et n° 2, n° 5056/10 (2011)



6

## L'essence des droits fondamentaux (1/2)



10 al. 3 et 25 al. 3 Cst.



17 al. 2 Cst.

## L'essence des droits fondamentaux (2/2)

ACEDH, Saadi c. Italie (GC), n° 37201/06 (2008)

« La protection contre les traitements prohibés par l'article 3 étant **absolue** (...) »

il n'est **pas possible de mettre en balance** le risque de mauvais traitements et les motifs invoqués pour l'expulsion afin de déterminer si la responsabilité d'un Etat est engagée sur le terrain de l'article 3, ces mauvais traitements fussent-ils le fait d'un Etat tiers. A cet égard, les agissements de la personne considérée, aussi indésirables ou dangereux soient-ils, ne sauraient être pris en compte (...) » (para 137).



Merci pour votre attention!

